

Art. 7. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 september 2012.
Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 20 december 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

—
Nota

(1) *Zitting 2012-2013.*

Stukken van het Parlement. Ontwerp van decreet, nr. 438-1. — Verslag nr. 438-2.

Integraal verslag Bespreking en aanneming. — Vergadering van 20 december 2012.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2013/29101]

**20 DECEMBRE 2012. — Décret modifiant diverses dispositions relatives
aux congés dans l'enseignement supérieur non universitaire (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Modification à l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat*

Article 1^{er}. Dans l'article 51bis de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, tel que modifié par les décrets des 1^{er} juillet 2005, 20 juillet 2006 et 1^{er} décembre 2010, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les termes « chapitre VII; » sont insérés entre les termes « chapitre VI; » et les termes « chapitre VIII »;

2° il est inséré, entre les alinéas 2 et 3, l'alinéa suivant :

« Les chapitres IV, V, VII et IX sont toutefois applicables aux membres du personnel administratif temporaires à durée indéterminée soumis au décret du 20 juin 2008 précité qui comptent une ancienneté de six ans au moins telle que calculée conformément à l'article 32, § 4 du même décret. ».

CHAPITRE II. — *Modifications à l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

Art. 2. L'article 16 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel qu'abrogé par le décret du 4 février 1997 est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 16. – Les dispositions du présent chapitre sont également applicables aux membres du personnel temporaires à durée indéterminée des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et du cadre d'extinction des ex-Instituts supérieurs d'Architecture qui comptent une ancienneté de six ans au moins.

L'ancienneté visée à l'alinéa 1^{er} est calculée conformément, selon le cas, aux articles 38 et 38bis du décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française ou aux articles 163 et 163bis du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants). ».

Art. 3. Le chapitre IV du même arrêté royal est complété par un article *22bis* libellé comme suit :

« Article *22bis*. Les dispositions du présent chapitre sont également applicables aux membres du personnel temporaires à durée indéterminée des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et du cadre d'extinction des ex-Instituts supérieurs d'Architecture qui comptent une ancienneté de six ans au moins.

L'ancienneté visée à l'alinéa 1^{er} est calculée conformément, selon le cas, aux articles 38 et *38bis* du décret du 24 juillet 1997 précité ou aux articles 163 et *163bis* du décret du 20 décembre 2001 précité. ».

Art. 4. Le chapitre V du même arrêté royal est complété par un article *26bis* libellé comme suit :

« Article *26bis*. Les dispositions du présent chapitre sont également applicables aux membres du personnel temporaires à durée indéterminée des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et du cadre d'extinction des ex-Instituts supérieurs d'Architecture qui comptent une ancienneté de six ans au moins.

L'ancienneté visée à l'alinéa 1^{er} est calculée conformément, selon le cas, aux articles 38 et *38bis* du décret du 24 juillet 1997 précité ou aux articles 163 et *163bis* du décret du 20 décembre 2001 précité. ».

Art. 5. Le chapitre IX du même arrêté royal est complété par un article *32bis* libellé comme suit :

« Article *32bis*. Les dispositions du présent chapitre sont également applicables aux membres du personnel temporaires à durée indéterminée des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et du cadre d'extinction des ex-Instituts supérieurs d'Architecture qui comptent une ancienneté de six ans au moins.

L'ancienneté visée à l'alinéa 1^{er} est calculée conformément, selon le cas, aux articles 38 et *38bis* du décret du 24 juillet 1997 précité ou aux articles 163 et *163bis* du décret du 20 décembre 2001 précité. ».

CHAPITRE III. — *Modifications à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 juin 1989 relatif au congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles accordées au membre du personnel de l'enseignement de la Communauté française, âgé de 50 ans ou qui a au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite*

Art. 6. L'article 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 juin 1989 relatif au congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles accordées au membre du personnel de l'enseignement de la Communauté française, âgé de 50 ans ou qui a au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite, tel que complété par le décret du 2 juin 2006, est complété par les points 4. et 5. suivants :

« 4. aux membres du personnel visés par le décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;

5. aux membres du personnel visés par le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants). ».

Art. 7. A l'article 2 du même arrêté, tel que modifié par le décret du 10 juin 1993, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, le littéra 1° est remplacé par le littéra suivant :

« 1° qu'ils soient nommés à titre définitif ou, en ce qui concerne les membres du personnel visés à l'article 1^{er}, 4. et 5., qu'ils soient temporaires à durée indéterminée et comptent une ancienneté de six ans au moins; »;

2° l'article 2 est complété par l'alinéa suivant :

« L'ancienneté visée à l'alinéa 1^{er}, 1° est calculée conformément, selon le cas, aux articles 38 et *38bis* du décret du 24 juillet 1997 précité ou aux articles 163 et *163bis* du décret du 20 décembre 2001 précité. ».

Art. 8. Dans l'article 8, alinéa 1^{er} du même arrêté, les termes « de l'année scolaire » sont remplacés par les termes « de l'année scolaire ou académique ».

Art. 9. Dans l'article 9, alinéa 1^{er} du même arrêté, les termes « d'une année scolaire » sont remplacés par les termes « d'une année scolaire ou académique ».

Art. 10. Dans l'article 11 du même arrêté, les termes « d'une année scolaire » et les termes « de l'année scolaire » sont respectivement remplacés par les termes « d'une année scolaire ou académique » et les termes « de l'année scolaire ou académique ».

CHAPITRE IV. — *Modification au décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

Art. 11. L'article 42, alinéa 3 du décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française est complété par les points suivants :

« 11° pour exercer provisoirement une autre fonction dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux;

12° pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles accordées au membre du personnel âgé de 50 ans ou qui a au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans. ».

CHAPITRE V. — *Modification au décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants)*

Art. 12. Dans l'article 151, alinéa 3 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), les termes « Il obtient des congés » sont remplacés par les termes « Aux conditions fixées par le Gouvernement, il obtient des congés ».

CHAPITRE VI. — *Modification au décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française*

Art. 13. Dans l'article 24 du décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française, tel que modifié par le décret du 1^{er} décembre 2010 sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, les termes « obtient des congés » sont remplacés par les termes « obtient, aux conditions fixées par le Gouvernement, des congés »;

2° au § 2, les termes « obtient des congés » sont remplacés par les termes « obtient, aux conditions fixées par le Gouvernement, des congés »;

3° le § 2 est complété par les points 9° à 12° suivants :

« 9° pour exercer une autre fonction dans l'enseignement, autre que l'enseignement universitaire;

10° pour prestations réduites pour cause de maladie ou d'infirmité;

11° pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales;

12° pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles. ».

CHAPITRE VII. — *Entrée en vigueur*

Art. 14. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2013.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 décembre 2012.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-D. SIMONET

—
Note

(1) *Session 2012-2013*

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 439-1. – Rapport, n° 439-2.

Compte-rendu intégral. Discussion et adoption. Séance du 20 décembre 2012.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2013/29101]

20 DECEMBER 2012. — Decreet tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de verloven in het niet-universitair hoger onderwijs (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Wijziging van het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpenseel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat.

Artikel 1. In artikel 51bis van het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpenseel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, zoals gewijzigd bij de decreten van 1 juli 2005, 20 juli 2006 en 1 december 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « hoofdstuk VII; » ingevoegd tussen de woorden « hoofdstuk VI; » en de woorden « hoofdstuk VIII »;

2° er wordt een lid ingevoegd tussen het tweede lid en het derde lid, luidend als volgt :

« De hoofdstukken IV, V, VII en IX zijn nochtans van toepassing op de tijdelijke administratieve personeelsleden voor onbepaalde duur die onderworpen zijn aan het bovenvermelde decreet van 20 juni 2008 en die ten minste zes jaar anciënniteit tellen, zoals berekend overeenkomstig artikel 32, § 4, van hetzelfde decreet. ».

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen van kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen*

Art. 2. Artikel 16 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen van kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, zoals opgegeven bij het decreet van 4 februari 1997, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Artikel 16. De bepalingen van dit hoofdstuk zijn ook van toepassing op de tijdelijke personeelsleden voor onbepaalde duur van de Hogescholen, de Hogere Kunstscholen en de uitdovingsformatie van de vroegere Hogere Instituten voor Architectuur die ten minste een anciënniteit van zes jaar tellen.

De anciënniteit bedoeld in het eerste lid wordt berekend overeenkomstig, naargelang het geval, de artikelen 38 en 38bis van het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of de artikelen 163 en 163bis van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten). ».

Art. 3. Hoofdstuk IV van hetzelfde koninklijk besluit wordt aangevuld met een artikel 22bis, luidend als volgt :

« Artikel 22bis. De bepalingen van dit hoofdstuk zijn ook van toepassing op de tijdelijke personeelsleden voor onbepaalde duur van de Hogescholen, de Hogere Kunstscholen en de uitdovingsformatie van de vroegere Hogere Instituten voor Architectuur die ten minste een anciënniteit van zes jaar tellen.

De anciënniteit bedoeld in het eerste lid wordt berekend overeenkomstig, naargelang het geval, de artikelen 38 en 38bis van het bovenvermelde decreet van 24 juli 1997 of de artikelen 163 en 163bis van het bovenvermelde decreet van 20 december 2001. ».

Art. 4. Hoofdstuk V van hetzelfde koninklijk besluit wordt aangevuld met een artikel 26bis, luidend als volgt :

« Artikel 26bis. De bepalingen van dit hoofdstuk zijn ook van toepassing op de tijdelijke personeelsleden voor onbepaalde duur van de Hogescholen, de Hogere Kunstscholen en de uitdovingsformatie van de vroegere Hogere Instituten voor Architectuur die ten minste een anciënniteit van zes jaar tellen.

De anciënniteit bedoeld in het eerste lid wordt berekend overeenkomstig, naargelang het geval, de artikelen 38 en 38bis van het bovenvermelde decreet van 24 juli 1997 of de artikelen 163 en 163bis van het bovenvermelde decreet van 20 december 2001. ».

Art. 5. Hoofdstuk IX van hetzelfde koninklijk besluit wordt aangevuld met een artikel 32bis, luidend als volgt :

« Artikel 32bis. De bepalingen van dit hoofdstuk zijn ook van toepassing op de tijdelijke personeelsleden voor onbepaalde duur van de Hogescholen, de Hogere Kunstscholen en de uitdovingsformatie van de vroegere Hogere Instituten voor Architectuur die ten minste een anciënniteit van zes jaar tellen.

De anciënniteit bedoeld in het eerste lid wordt berekend overeenkomstig, naargelang het geval, de artikelen 38 en 38bis van het bovenvermelde decreet van 24 juli 1997 of de artikelen 163 en 163bis van het bovenvermelde decreet van 20 december 2001. ».

HOOFDSTUK III. — *Wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 juni 1989 betreffende het verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid, toegekend aan het personeelslid van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, dat 50 jaar is of ten minste twee kinderen heeft die niet ouder zijn dan 14 jaar, en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid vóór het rustpensioen*

Art. 6. Artikel 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 juni 1989 betreffende het verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid, toegekend aan het personeelslid van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, dat 50 jaar is of ten minste twee kinderen heeft die niet ouder zijn dan 14 jaar, en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid vóór het rustpensioen, zoals aangevuld bij het decreet van 2 juni 2006, wordt aangevuld met de volgende punten 4. en 5. :

« 4. op de personeelsleden bedoeld in het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

5. op de personeelsleden bedoeld in het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten). ».

Art. 7. In artikel 2 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het decreet van 10 juni 1993, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt littera 1* vervangen als volgt : « 1* dat ze in vast verband benoemd worden of, wat betreft de personeelsleden bedoeld in artikel 1, 4. en 5., dat ze tijdelijk aangesteld worden voor onbepaalde duur en een anciënniteit van ten minste zes jaar tellen; »;

2° artikel 2 wordt aangevuld als volgt : « De anciënniteit bedoeld in het eerste lid, 1*, wordt berekend overeenkomstig, naargelang het geval, de artikelen 38 en 38bis van het bovenvermelde decreet van 24 juli 1997 of de artikelen 163 en 163bis van het bovenvermelde decreet van 20 december 2001. ».

Art. 8. In artikel 8, eerste lid van hetzelfde besluit worden de woorden « van het schooljaar » vervangen door de woorden « van het schooljaar of het academiejaar ».

Art. 9. In artikel 9, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « van een schooljaar » vervangen door de woorden « van een schooljaar of een academiejaar ».

Art. 10. In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de woorden « van een schooljaar » en de woorden « van het schooljaar » respectievelijk vervangen door de woorden « van een schooljaar of een academiejaar » en de woorden « van het schooljaar of het academiejaar ».

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

Art. 11. Artikel 42, derde lid, van het decreet van 24 juli 2007 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt aangevuld als volgt :

« 11* voor het voorlopige uitoefenen van een ander ambt in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra;

12* voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheden toegestaan aan een personeelslid dat 50 jaar oud is of dat ten minste twee kinderen heeft die niet ouder zijn dan 14 jaar. ».

HOOFDSTUK V. — *Wijziging van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschole (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten)*

Art. 12. In artikel 151, derde lid, van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschole (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), worden de woorden « Hij krijgt verlof » vervangen door de woorden « Onder de door de Regering vastgestelde voorwaarden krijgt hij verlof ».

HOOFDSTUK VI. — *Wijziging van het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogescholen, Hogere Kunstschole en Hogere Instituten voor architectuur*

Art. 13. In artikel 24 van het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogescholen, Hogere Kunstschole en Hogere Instituten voor architectuur, zoals gewijzigd bij het decreet van 1 december 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « krijgt de volgende verlopen » vervangen door de woorden « krijgt, onder de door de Regering vastgestelde voorwaarden, de volgende verlopen »;

2° in § 2 worden de woorden « krijgt de volgende verlopen » vervangen door de woorden « krijgt, onder de door de Regering vastgestelde voorwaarden, de volgende verlopen »;

3° § 2 wordt aangevuld met de volgende punten 9* tot 12* :

« 9* om een ander ambt uit te oefenen in het onderwijs buiten de universiteit;

10* voor verminderde prestaties wegens ziekte of gebrekkigheid;

11* voor verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen;

12* voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheden. ».

HOOFDSTUK VII. — *Inwerkingtreding*

Art. 14. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2013.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 december 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

—
Nota

(1) *Zitting 2012-2013*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 439-1. - Verslag nr. 439-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming.- Vergadering van 20 december 2012.